



**PRÉFÈTE  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 25/11/22

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié **GÉORISQUES**

sur

#### **SNCF VOYAGEURS - SNCF MOBILITES**

71 rue des Ateliers

37700 ST PIERRE DES CORPS

Références : VAT20220705 / 2022-1204

Code AIOT : 0010000745

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2022 dans l'établissement SNCF VOYAGEURS - SNCF MOBILITES implanté 71, rue des Ateliers 37700 ST PIERRE DES CORPS. L'inspection a été annoncée le 09/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNCF VOYAGEURS - SNCF MOBILITES
- 71, rue des Ateliers 37700 ST PIERRE DES CORPS
- Code AIOT : 0010000745
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site technicentre SNCF de Saint Pierre des Corps réalise la rénovation des trains et de pièces de train (matériel électronique et pièces mécaniques).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la défense incendie du site ;
- la gestion du risque inondation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réseaux d'eaux – plans	Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 4.2.2	/	Sans objet
3	Inondation	Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.3.6	/	Sans objet
5	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 9	/	Sans objet
6	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.4.5	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie – besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.6.3	/	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie – entretien	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8 et Arrêté Préfectoral du 09/09/2009, 7.6.3	/	Sans objet
9	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.6.6.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Réseaux d'eaux – effluents	Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 4.3.1	/	Sans objet
4	Réseaux d'eau du site - prévention de la pollution	Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 4.2.4.1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Réseaux d'eaux – plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs où tout autre dispositif permettant Un isolement avec la distribution alimentaire, ..) - les secteurs collectés et les réseaux associés- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Le plan du réseau d'assainissement est incomplet.</b></p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a présenté plusieurs plans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le plan des réseaux du site (réseau d'assainissement) daté du 08/12/2021 ;</li> <li>- le plan des réseaux du site (réseau d'assainissement) réalisé en interne, qui n'a pas été mis à jour récemment ;</li> <li>- le plan du réseau d'adduction d'eau.</li> </ul> <p>L'exploitant a expliqué que le réseau est incertain du à l'ancienneté du site. L'exploitant a indiqué qu'une étude est en cours (sous le nom de programme CEPIA) pour diagnostiquer les réseaux d'eaux humides du site. L'échéance de réalisation du plan mis à jour est prévue pour 2024, en accord avec les travaux de modifications du site relatif au projet 'schéma directeur 2' envisagés qui peuvent avoir un impact sur le réseau d'eau.</p> <p>En effet, lors de la visite d'inspection terrain, au niveau du déshuileur, l'inspection a constaté la présence d'un tuyau de canalisation provenant de l'extérieur du site et traversant la clôture pour pénétrer dans le sol du site ICPE. L'exploitant a indiqué oralement qu'il pense que la canalisation contient les eaux pluviales d'un axe routier à proximité du site et que cet effluent aqueux n'est pas traité par le déshuileur (informations à confirmer par l'exploitant et à indiquer sur le plan du réseau d'assainissement).</p> <p>Sur le plan du réseau d'adduction d'eau du site, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence de 2 arrivées d'eau, matérialisées par 2 compteurs (bureau administratif et activités industrielles) ;</li> <li>- la présence de disconnecteurs entre le réseau d'alimentation en eau potable et le réseau d'eau du site est à confirmer.</li> </ul> <p>Sur le plan du réseau d'assainissement d'eau du site daté de 2021, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence des réseaux d'eaux usées : eaux usées industrielles, eaux usées domestiques, eaux pluviales et eaux des ovoïdes (collecte des eaux pluviales d'un autre technicentre ainsi que de la gare) ;</li> <li>- la présence des équipements de traitement des eaux : la station d'épuration interne du site (matérialisée par un bâtiment carré), le déshuileur ;</li> <li>- la présence d'une vanne en sortie de station d'épuration ;</li> <li>- la présence d'un déshuileur. Le déshuileur est indiqué par un schéma sur le plan mais la guillotine associée n'est pas représentée. Il convient de compléter le plan avec l'indication de la vanne située au niveau du déshuileur (guillotine).</li> </ul> <p>A noter, les indications des équipements de traitement des rejets aqueux et des vannes associées étaient présentes sur l'ancien plan des réseaux d'assainissement réalisé en interne.</p> <p><b>L'exploitant doit compléter le plan du réseau d'assainissement du site pour y inclure l'ensemble des informations présentes dans ses différents plans et demandées dans l'article 4.2.2 de son arrêté préfectoral du 09/09/2008 dans un seul plan, notamment avec les annotations suivantes :</b></p>



<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'indication de la station d'épuration (nom du bâtiment) ;</li> <li>- l'indication de la présence de la guillotine sur le déshuileur ;</li> <li>- le point de rejet des eaux traitées par la station d'épuration à la commune ;</li> <li>- le point d'entrée des eaux en provenance de l'extérieur (autres sites, gare, etc) ;</li> <li>- l'ensemble des canalisations souterraines du réseau d'eaux doit être indiqué.</li> </ul> <p>L'exploitant doit préciser s'il existe une disconnection entre le réseau d'eau potable de la commune et le réseau d'eau du site. Le cas échéant, l'exploitant complète le plan du réseau d'adduction du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Réseaux d'eaux – effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1-les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées</li> <li>2-les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées dans le bassin de confinement visé à l'article 7.6.6.2)</li> <li>3- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),</li> <li>4-les eaux polluées : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières ...,</li> <li>5-les eaux résiduelles après épuration interne : les eaux issues des installations de traitement interne au site ou avant rejet vers le milieu récepteur .</li> <li>6-les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine,</li> <li>7-les eaux de purge des circuits de refroidissement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un plan qui distingue les réseaux d'eau suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les eaux usées industrielles qui proviennent du complexe de nettoyage (il s'agit d'eaux de lavage issues de la machine à laver au défilé, qui sont ensuite envoyées en station d'épuration avant d'être rejetées au réseau communal). L'exploitant a déclaré avoir une convention de rejet avec Tours Metropole ;</li> <li>- les eaux ovoïde : ces eaux correspondent à la collecte des eaux pluviales du site et des eaux pluviales d'un autre site SNCF situé à proximité ainsi que des eaux pluviales de la gare. Ces eaux sont envoyées dans un déshuileur puis sont rejetées dans le Cher ;</li> <li>- les eaux usées domestiques ;</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Autres risques naturels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations doivent respecter les dispositions de l'article 2 du PPRI applicables aux biens et aux activités existantes qui exposent les mesures de prévention obligatoires à mettre en place par l'exploitant dans un délai de 5 ans après l'approbation du PPRI, c'est à dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le stockage des substances et préparations dangereuses est prévu, soit dans un récipient étanche suffisamment lesté ou arrimé par des fixations résistant à la crue, soit dans un récipient étanche situé au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues,</li> <li>- les citernes non enterrées, recevant des hydrocarbures, du gaz, des engrais liquides, des pesticides ou des substances et préparations dangereuses, doivent être soit lestées ou fixées au sol à l'aide de dispositifs adéquats, soit situées au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues,</li> <li>- les citernes enterrées doivent être ancrées afin de pouvoir résister à la pression hydrostatique correspondant aux plus hautes eaux connues,</li> <li>- les orifices de remplissage doivent être étanches et les débouchés des tuyaux d'évents devront se situer au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les armoires destinées à recevoir les déchets dangereux ne sont pas fixées au sol.</p> <p>L'exploitant justifie que la fixation partielle (2 des 4 supports) d'une des 2 cuves de propane est suffisante pour garantir l'absence de risque dans le cas d'une inondation.</p> <p>L'exploitant n'est pas en capacité de déterminer l'action nécessaire à réaliser au niveau du stockage d'acétylène qui permet de garantir l'absence de risque en cas d'inondation (déplacer le stockage ou fixer/lester le stockage).</p> <p>L'exploitant doit justifier que les débouchés des tuyaux d'évents sont situés au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues.</p>
<p><b>Observations :</b> Concernant l'aléa inondation, l'exploitant explique que 2 scénarios ont été identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la rupture de digue, avec une hauteur d'eau pouvant atteindre 3m ;</li> <li>- la remontée de nappe, avec une hauteur d'eau allant de 0 à 60cm.</li> </ul> <p>La crue de référence date de 1856, pour une hauteur d'eau de 3m.</p> <p>L'exploitant a déclaré ne pas avoir recensés d'événements inondation sur le site.</p> <p>Dans le cas d'inondation, l'exploitant explique que les déchets sont récupérés et stockés dans des armoires.</p> <p>D'après l'exploitant, ces armoires sont fermées et scellées au sol.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les armoires destinées à recevoir les contenants de peinture sont fixées au sol. (Le contenu des armoires n'a pas pu être vérifié le jour de la visite car les armoires étaient fermées à l'aide d'un cadenas.)</li> <li>- les armoires destinées à recevoir les déchets dangereux ne sont pas fixées au sol. L'exploitant explique que les armoires de déchets doivent être déplacées prochainement (semaine 46).</li> <li>- le stockage d'oxygène est fixé au sol ;</li> <li>- une cuve de propane est fixée au sol et l'autre cuve est fixé par 2 des 4 supports de la cuve.</li> </ul> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de fournir une explication de la fixation partielle.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les bouteilles de stockage d'acétylène sont conservées dans une cage grillagée. L'exploitant a indiqué qu'en cas d'inondation ces bouteilles seraient déplacées à l'aide de chariot vers le point le plus haut du site. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en capacité d'indiquer le scénario qui pourrait avoir lieu si les bouteilles restaient sur site lors de l'épisode d'inondation et si elles subissaient des chocs entre elles. Les fiches réflexes de la procédures n'indiquent pas clairement si une action est à réaliser concernant les stockages d'acétylène, d'oxygène, de propane (coupure/fermeture des contenants ?, déplacement des bonbonnes mobiles ?, etc).</li> </ul> <p>L'inspection a constaté la présence de cuves de gaz à l'horizontal et à la vertical sur site, notamment l'oxygène et le propane. L'exploitant doit justifier que les débouchés des tuyaux</p>



d'événements sont situés au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Réseaux d'eau du site - prévention de la pollution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 4.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement avec les milieux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Lors de la visite, un test d'ouverture/fermeture d'une des 2 vannes du décanteur/déshuileur à l'aide du boîtier de commande a été réalisé avec succès. L'exploitant a indiqué que si l'électricité du site est coupée, la vanne peut être actionnée manuellement.  L'exploitant a indiqué que l'arrêt de la station d'épuration se fait en actionnant un bouton rouge au niveau de la porte d'entrée du local. Ce test n'a pas pu être réalisé le jour de la visite d'inspection. L'exploitant a ajouté que l'arrêt de la station est signalé par le déclenchement d'un gyrophare lumineux (équipement qui n'a pas été testé le jour de la visite).  Les 2 commandes sont signalées.  Les consignes associées à l'entretien préventif et à la mise en fonctionnement des systèmes d'isolement n'ont pas été vus lors de la visite de novembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure « maîtrise des situations d'urgence »
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur la base des éléments de son étude d'impact et de son étude de dangers, l'exploitant établit une procédure qui permet de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution. Ce document est régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques, ainsi que de l'évolution de la sensibilité du milieu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>L'analyse de la procédure de maîtrise du risque inondation montre :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'absence de la période de fin de l'alerte dans le système d'alerte présent en annexes 1 et 2 de la procédure ;</li> <li>- l'absence d'indication du temps de gestion de crise (information qui n'a pas été confortée par un exercice pratique sur le risque inondation) ;</li> <li>- l'absence de distinction des actions à mener en heures ouvrées et en heures non ouvrées ;</li> <li>- l'absence de la description des actions à mener pendant la phase de contrôle/maintenance avant le redémarrage de l'activité ;</li> <li>- l'absence d'indication concernant la remise en état du site suite à l'inondation (dépollution, traitement post inondation).</li> </ul> <p>L'exploitant doit confirmer et le cas échéant modifier ou compléter sa procédure de maîtrise du risque inondation par l'ajout de ces informations.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit vérifier que le diagnostic de la vulnérabilité et la procédure interne sur la maîtrise du risque qui en découle, prennent en compte les éléments présents dans la dernière version du PPRI - Val de Tours-Val de Luynes, daté de juillet 2016.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant a présenté une procédure interne intitulée 'Maîtrise du risque inondation sur le site du chantier central du Technicentre de Saint-Pierre-des-Corps', datée du 01/02/2019. La procédure comprend plusieurs fiches réflexes pour la conduite à tenir par unité ou par secteur d'activité. L'exploitant a indiqué que la procédure est en cours de révision sur la partie des fiches réflexes. L'exploitant a déclaré ne pas avoir de procédure POI pour le site inspecté.</p> <p>Le risque associé à l'inondation avait été étudié brièvement par l'exploitant dans son étude de danger, datée de 2006.</p> <p>Une étude plus complète intitulée 'Diagnostic de réduction de la vulnérabilité aux inondations des activités économiques sur le bassin de la Loire et de ses affluents' a été rédigée en 2015.</p> <p>Le PPRI Val de Tours-Val de Luynes a été renouvelé en juillet 2016. L'exploitant doit vérifier que le diagnostic de la vulnérabilité et la procédure interne sur la maîtrise du risque qui en découle, prennent en compte les éléments présents dans la dernière version du PPRI.</p> <p>L'exploitant a considéré toute son installation ICPE et a recensé les équipements industriels vulnérables en considérant tout élément stratégique pour redémarrer l'installation assez rapidement (priorisation, économique, obsolescence). La priorisation des équipements à protéger est faite selon les données économiques, l'obsolescence et si des équipements (par exemple matériels électroniques) sont indispensables au redémarrage de l'activité pour la réparation des trains.</p> <p>L'exploitant a déclaré que la détection de l'aléa se fait via l'alerte de la DREAL/préfecture. Aucune alerte n'est prévue avec la commune à la connaissance de l'exploitant mais l'exploitant explique qu'une cellule d'astreinte de crise existe au niveau régional.</p> <p>L'exploitant suit l'évolution de la montée des eaux via le site vigicrues et l'évolution de la montée au niveau du pont Mirabeau. Par ailleurs, l'exploitant a cartographié son site avec l'impact des eaux selon montée des eaux, il est en capacité d'identifier le point le plus bas du site.</p> <p>L'exploitant a mis en place sur le site une organisation sous forme de fiches réflexes pour gérer la</p>

crise afin d'assurer la sécurité de ses installations. L'exploitant a estimé un temps nécessaire de 24h (en heures ouvrées) pour mettre en place ces mesures. Ce temps estimé n'a pas été confirmé par un exercice de mise en situation. En dehors des heures ouvrées, l'exploitant explique qu'une astreinte est en place et pourra intervenir pour réaliser à minima les actions suivantes : les coupures des énergies, la fermeture des vannes, l'arrêt des activités. Toutefois, l'évacuation du stock de peinture vers un autre site ne pourrait avoir lieu en dehors des heures ouvrées.

L'exploitant a défini un système d'alerte interne en fonction des hauteurs d'eaux : être vigilant, se préparer, mettre à l'abri et évacuer sur décision de la préfecture.  
Le système d'alerte ne comporte pas la période de fin de l'alerte.

En cas de crise, l'exploitant a déclaré que le site est rendu inaccessible et qu'il sera procédé à l'évacuation du personnel (environ 900 personnes travaillent sur le site, sur une superficie de 15 hectares).

L'exploitant a déclaré que les actions de mise en sécurité à mettre en œuvre pendant l'alerte sont :

- la mise en hauteur sur une mezzanine du matériel électronique (l'exploitant a précisé qu'un exercice sera nécessaire pour vérifier la capacité de résistance de la mezzanine au poids) ;
- laisser les rideaux ouverts pour faciliter le retrait des eaux ;
- l'arrêt des activités ;
- l'arrêt de la station d'épuration ;
- procéder au pompage des cuves du déshuileur et du complexe de nettoyage ;
- selon le type de déchets : soit procéder à l'évacuation des déchets ou soit les transférer dans les armoires dédiées ;
- procéder aux coupures des énergies

Concernant les objets flottants, l'exploitant indique qu'ils resteront sur le site car celui-ci est clôturé suffisamment haut.

Les personnels mobilisables sont les caristes pour les déplacements des stockages et les ressources externes à mobiliser sont les prestataires pour l'évacuation des déchets.

L'exploitant ne possède pas de phase de contrôle/maintenance éventuelle des installations avant le redémarrage de l'activité (absence de procédure formalisée et/ou check list).

L'exploitant a estimé le coût des dommages (directs évitables) à 4 millions d'euros.

L'exploitant a indiqué que l'efficacité des mesures sera évaluée lors de la réalisation de l'exercice. La fréquence de répétition de l'exercice envisagée est 4 ans.

L'exploitant a déclaré ne pas avoir formalisé la remise en état du site suite à l'inondation (dépollution, traitement post inondation).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet



**N° 6 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 74.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mise en situation d'accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
<b>Constats :</b> <b>Le personnel est partiellement formé à mettre en place les mesures organisationnelles en cas d'inondation. L'exploitant doit transmettre les justificatifs :</b> - de la formation des opérateurs sur la conduite à tenir en cas d'inondation (fiches réflexes). - de la réalisation d'un exercice pour prévenir le risque inondation.
<b>Observations :</b> Concernant la formation du personnel, un des employés était en capacité de montrer/expliciter la coupure de gaz du site (appel du numéro vert indiqué sur la porte du poste d'arrivée de gaz) mais n'était pas en capacité d'indiquer si une opération de déplacement était nécessaire pour le stockage d'acétylène en cas de crise inondation. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le site possède sa propre alimentation électrique, via 4 postes. Pour réaliser la coupure de l'électricité, l'exploitant indique qu'il faut appeler la gestion de crise départementale. L'exploitant a déclaré qu'un point sur les fiches réflexes de la procédure avec les différentes unités concernées est planifié pour le second trimestre de l'année 2023. L'exploitant a déclaré qu'aucun exercice inondation n'a été réalisé pour le moment.  Pas d'écart constaté sur la formation de la disconnexion entre le réseau d'eau du site et le milieu extérieur.  La formation sur la mise en œuvre des moyens d'intervention n'a pas été abordée lors de la visite 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie – besoin en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une réserve d'eau constituée par un château d'eau de 1000m<sup>3</sup> alimentant les 9 poteaux d'incendie internes au site (avec réalimentation permanente par le réseau d'eau public),</li> <li>- 9 poteaux d'incendie internes au site munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours d'un débit de 60m<sup>3</sup>/h unitaire sous un bar de pression. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.</li> <li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>- des robinets d'incendie armés (à minima 21);</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>L'accès à un des branchements au niveau du château d'eau n'était pas accessible.</b></p> <p><b>L'exploitant ne dispose pas du nombre minimal de RIA requis sur site (18/21 contrôlés).</b></p> <p><b>L'exploitant ne dispose du nombre minimal de Poteaux incendie requis sur site (8/12 contrôlés) - cf. Point de contrôle n°8.</b></p> <p><b>L'exploitant ne dispose pas d'extincteurs suffisants en nombre (3 extincteurs à ajouter).</b></p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a vu par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 RIA n°529, marqué d'un étiquetage indiquant un contrôle en juillet 2022,</li> <li>- 3 Poteaux incendie n°195, n°643 et n°644 protégés et accessibles,</li> <li>- 1 extincteur contrôlé en juin 2022.</li> </ul> <p>L'accès à un des branchements au niveau du château d'eau n'était pas bien dégagé.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que seulement 19 des 22 RIA ont fait l'objet d'une vérification annuelle. Le rapport de vérification indique qu'un des 19 RIA est inexistant, soit un total de 18 RIA disponibles sur site et contrôlés. L'exploitant indique que l'organisme de contrôle a déclaré ne pas avoir trouvé 3 RIA. L'exploitant a déclaré qu'ils sont présents mais peu visibles.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité d'indiquer que le volume minimal du bassin de confinement des eaux d'extinctions est suffisant. (cf point de contrôle n°9)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie – entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8 et Arrêté Préfectoral du 09/09/2009, 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, entretien des moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8</u>  Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. En particulier, la vérification du débit délivré par les poteaux incendie visés à l'article 7.6.3 est à minima annuelle. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Arrêté Préfectoral du 09/09/2009, 7.6.3</u>  [...]  L'exploitant complète son dispositif dans un délai de 6 mois, afin d'assurer sur le réseau un débit de 60m<sup>3</sup>/h sous un bar de pression sur trois poteaux débitant en simultané (3x60m<sup>3</sup>/h).  [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  <b>L'ensemble des équipements n'est pas maintenu en bon état et accessible :</b>  - l'exploitant doit justifier que tous les RIA sont fonctionnels ;  - l'exploitant doit préciser les mesures des poteaux incendie <u>sur 3 poteaux débitant en simultané.</u></p>
<p><b>Observations :</b>  L'exploitant a transmis par courriel du 14/11/2022 les rapports de vérifications suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>RIA  Une vérification a été réalisée le 18/07/2022 par l'organisme UXELLO.  Le rapport indique que 3 RIA sont à remplacer (n° 002140288, n°002241834 et n°002241836), 2 diffuseurs de RIA sont à remplacer (n°002241816 et n°002241818), 1 RIA est inexistant (n°002241923), 1 RIA était inaccessible (n°002140315), 1 RIA fuyard à surveiller (n°002241840).  Au total 19 RIA ont été contrôlés sur site (dont un inexistant) alors que l'arrêté préfectoral indique qu'à minima 21 RIA doivent être disponibles sur le site.  L'exploitant a déclaré avoir fait une demande auprès de son prestataire.</li> <li>PI  Une vérification a été réalisée le 18/07/2022 par l'organisme UXELLO. Un des rapports ne comporte pas la date de l'intervention.  Les rapports indiquent que 4 poteaux incendie n'ont pas été trouvés.  Les pressions des poteaux incendie mesurées sont supérieures à 60m<sup>3</sup>/h sous une pression de 1 bar. Toutefois, <b>les rapports n'indiquent pas si ces pressions sont mesurées avec 3 poteaux incendie simultanément.</b>  Au total, 8 poteaux incendie sur 12 ont fait l'objet d'une vérification.</li> <li>Extincteurs  Une vérification a été réalisée le 26/07/2022 par l'organisme DESAUTEL.  Le rapport d'intervention a pour référence 03328352-001.  Le rapport comporte une liste des opérations réalisées et des pièces remplacées. Le rapport précise que le parc doit être complété par l'ajout de 3 extincteurs.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Protection des milieux récepteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/09/2008, article 7.6.6.2
<b>Thème(s) :</b> Bassin de confinement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) assurent un confinement étanche aux produits collectés d'une capacité minimum de 650 m <sup>3</sup> disponible en toutes circonstances avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en capacité de justifier que le bassin de confinement, qui collecte également des eaux pluviales, dispose en tout temps d'une capacité minimale de 650m <sup>3</sup> pour recevoir les eaux en cas d'accident.
<b>Observations :</b> L'exploitant a déclaré que lors d'un incendie, l'ensemble des eaux polluées serait collecté dans le bassin de confinement, situé à proximité du déshuileur. Lors de la visite, ce bassin n'était pas visible car enterré. L'exploitant n'a pas été en capacité de prouver que le bassin de confinement, qui collecte également des eaux pluviales, dispose d'une capacité minimale pour recevoir les eaux en cas d'accident.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

